



## *Stop silence Haïti ! (2)*

### **La politique internationale vis-à-vis d'Haïti doit changer !**

***Plus de 150 organisations (syndicats, ONG, associations, mouvements paysans, féministes, citoyens) haïtiennes, européennes, latino-américaines, canadiennes et africaines appellent à un changement de politique internationale vis-à-vis d'Haïti.***

En octobre 2020, était lancée la campagne internationale *Stop silence Haïti !* Huit mois plus tard, où en est-on ? Toutes les exactions, violences et injustices dénoncées dans cet appel se sont aggravées. La pauvreté s'est accrue, la faim affecte plus de 4 millions de personnes, les enlèvements – doublés de viols –, se sont multipliés, et les bandes armées ont encore étendu leur pouvoir. L'insécurité généralisée touche toutes les couches de la population, compromettant un peu plus l'accès aux services sociaux de base, dont l'éducation et la santé.

Il n'y a eu aucune avancée judiciaire dans les massacres – douze massacres ont été enregistrés depuis 2018 – et les affaires de corruption, au premier rang desquelles, Petrocaribe, alors que de nouvelles enquêtes, nationales et internationales, confirment l'implication et la complicité du pouvoir. L'assassinat du bâtonnier du barreau de Port-au-Prince, Maître Monferrier Dorval, comme tant d'autres, demeure impuni. La violence et l'impunité se nourrissent mutuellement, plongeant Haïti dans un cercle vicieux.

La détérioration des droits et des conditions de vie de la population est catalysée par la crise politique. Le 7 février 2021, s'achevait le mandat présidentiel de Jovenel Moïse. Mais, ce dernier a refusé de quitter le pouvoir. Il entend rester à la tête de l'État, le temps d'organiser à tout prix un référendum – interdit par la Constitution – fin juin et des élections en septembre.

En agissant de la sorte, et en inventant une tentative de coup d'État, pour justifier la mise à la retraite de trois juges de la Cour de cassation – ce qui constitue un (autre) acte inconstitutionnel –, Jovenel Moïse opte clairement pour une stratégie du pourrissement, et consacre l'autoritarisme de son régime. Il continue pourtant de bénéficier du soutien du *Core Group*<sup>1</sup>, en général, et des États-Unis, en particulier.

Ces derniers mois et à de multiples reprises, les mouvements paysans, et de femmes, les syndicats, les jeunes *Petrochallengers*, les églises, les ONG de droits humains, les organisations sociales, les milieux de la justice et de l'éducation, les intellectuel·les, ont manifesté en masse pour exiger le respect de la Constitution, le départ de Jovenel Moïse et une *transition de rupture*.

Ils et elles ont pu compter sur une mobilisation internationale, qui s'est exprimée par divers courants. Ainsi, depuis le 7 février 2021, la Confédération syndicale internationale (CSI), la Coordination Europe-Haïti (Co-EH), l'Assemblée internationale des peuples, pour ne prendre que ces exemples, se sont positionnées en soutenant les revendications des mouvements haïtiens.

---

<sup>1</sup> États-Unis, Canada, Allemagne, Espagne, Brésil, France, Union Européenne (UE), Organisation des États Américains (OEA) et Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies.

Au niveau diplomatique aussi, les lignes commencent à bouger. Soixante-huit députés démocrates du Congrès des États-Unis ont appelé à un changement de politique de Washington vis-à-vis d'Haïti. Le Parlement européen vient de voter une résolution d'urgence<sup>2</sup>. S'il refuse de soutenir le référendum et rappelle que « les violences en Haïti sont étroitement liées à des bandes armées, dont certaines sont soutenues et financées par l'oligarchie locale », il n'en continue pas moins d'entretenir le mythe que des élections libres et crédibles puissent être organisées par les autorités haïtiennes.

Jovenel Moïse continue de la sorte sa fuite en avant, et la « communauté » internationale se laisse, au nom du « dialogue national inclusif » et d'une sortie de crise par les élections, prendre au piège – voire instrumentalise ce piège – d'un soutien au président *de facto*. Un large consensus national s'est pourtant forgé depuis des mois, contre Jovenel Moïse. Appeler, encore et toujours, ce dernier à lutter contre la violence, l'impunité et la polarisation du pays, alors qu'il en est l'un des principaux responsables, tient de l'aveuglement ou de l'hypocrisie.

Les conditions ne sont réunies ni pour des élections libres et démocratiques, ni pour un référendum portant sur la Constitution. Jovenel Moïse n'a aucune légitimité pour les organiser. Dans la situation actuelle, avec le contrôle de quartiers entiers par les bandes armées, et l'instrumentalisation par le pouvoir des institutions et mécanismes électoraux, ces élections n'auront aucune crédibilité. Elles n'ont, de toute façon, d'autre but que de consacrer la reproduction de la clique au pouvoir et de consacrer l'impunité, enfermant le pays dans un nouveau cycle de violence et d'instabilité.

Jovenel Moïse participe au problème, non à la solution. Chaque jour qui passe avec lui au pouvoir est une occasion manquée pour un changement démocratique, rendant plus compliquée et plus ardue la transition. La communauté internationale ne manque pas d'informations sur ce qu'il se passe en Haïti ; elle manque de courage. Le courage d'entériner l'échec de la diplomatie suivie ces dernières années, sinon ces décennies, de se confronter aux États-Unis, de faire prévaloir les droits humains et d'écouter les revendications des Haïtiens et Haïtiennes.

***En conséquence, nous exigeons des gouvernements, institutions internationales et singulièrement du Core Group :***

1. De respecter la souveraineté des Haïtiens et Haïtiennes, et de dénoncer toute ingérence.
2. D'écouter les acteurs et actrices de la société civile haïtienne, qui se sont prononcés publiquement et à maintes reprises contre la tenue d'un référendum et d'élections, qui, dans les conditions actuelles, ne seront ni libres ni démocratiques, et ne peuvent s'apparenter qu'à une farce tragique, risquant de conduire à la restauration de la dictature.
3. De dénoncer l'illégitimité du référendum et du processus électoral, ainsi que l'absence de conditions pour que des élections libres et démocratiques puissent être réalisées avec Jovenel Moïse au pouvoir.
4. De soutenir un processus de transition exigé et mis en œuvre par les Haïtiens et Haïtiennes, en s'appuyant sur la Constitution de 1987.

---

<sup>2</sup> Résolution du Parlement européen du 20 mai 2021 sur la situation en Haïti (2021/2694(RSP)).

5. D'appuyer le travail des organisations haïtiennes pour que les responsables des violations des droits humains – au premier rang desquels les massacres et la dilapidation des fonds Petrocaribe – soient jugés de façon juste et équitable.
6. De revoir plus largement, avec humilité et honnêteté, leurs politiques poursuivies ces dernières années, et même décennies, qui ont contribué à l'impasse actuelle.

\*

**Organisations signataires :**

Confédération Syndicale Internationale (CSI), International  
 Coordination Europe-Haïti (COEH), Europe  
 Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM), International

Acción Afro-Dominicana, République dominicaine  
 Accion Ecologica, Équateur  
 ActionAid, France  
 Agenda Solidaridad, République dominicaine  
 AITEC, France  
 Anacaona Droits Humains Haïti, France  
 Asbl Theux/Saint-Michel, Belgique  
 Asbl Farnières-Haïti, Belgique  
 Asociación Acción Verapaz, Espagne  
 Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique (AFASPA), France  
 Association PeopleKonsian, France  
 Association Pour Haïti, France  
 Ayiti Cheri vzw, Belgique  
 Coalition des Alternatives Africaines Dette et Développement (CAD), Mali  
 ATTAC - CADTM, Argentine  
 ATTAC - CADTM, Maroc  
 ATTAC Liège, Belgique  
 ATTAC Wallonie Bruxelles (AWB), Belgique  
 AWMR-Italia Associazione Donne della Regione Mediterranea, Italie  
 CADTM – AYNA, Amérique latine  
 CADTM – Belgique, Belgique  
 Carrefour de solidarité internationale, Canada  
 Cátedra Libre de Pensamiento Latinoamericano "Ernesto Che Guevara", Mexique  
 Coopération Éducation Culture (CEC), Belgique  
 Centre francophone de recherche partenariale sur l'assainissement, les déchets et l'environnement (CEFREPADE), France  
 Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID), France  
 Centre de recherches et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM), France  
 Centro de militares para la democracia argentina (CEMIDA), Argentine  
 Centre d'Education et d'Interventions Sociales (CEIS), Haïti  
 Centre International de Solidarité Ouvrière (CISO), Canada  
 Centre national de coopération au développement (CNCD-11.11.11), Belgique  
 Centro de Documentación en Derechos Humanos "Segundo Montes Mozo S.J." (CSMM), Équateur  
 Centro de Pensamiento Crítico Pedro Paz, Argentine  
 Centro de Promocion y Formacion en Derechos Humanos, Venezuela

Centre d'Éducation Populaire André Genot (CEPAG), Belgique  
Centre tricontinental-CETRI, Belgique  
Centro de Pensamiento Crítico Pedro Paz, Argentine  
Círculos bolivarianos socialistas Costa Rica, Costa Rica  
Clowns Sans Frontières, Canada  
Coalition des Acteurs de la Société Civile (CASC), Haïti  
Coalition Haïtienne au Canada contre la Dictature en Haïti (COHCCDH), Canada  
Codepink, États-Unis  
Collectif 35 des amis d'Haïti, France  
Collectif Haïti de France (CHF), France  
Collectif Régional pour la Coopération Nord-Sud (CIBELE), Ile de France, France  
Collectif Régional pour la Coopération Nord-Sud (CORENS), France  
Comité argentino de solidaridad por el fin de la ocupación de Haití, Argentine  
Colectivo Tejido de transicionantes por el Valle del Cauca, Arturo Escobar, Colombie  
Colonialism Reparation, Italie  
Comitê anti-imperialista general Abreu e Lima, Brésil  
Comité de Derechos Humanos de Base de Chiapas Digna Ochoa, Mexique  
Comité Democrático Haitiano en Argentina, Argentine  
Comité Dominicano de Derechos Humanos, République Dominicaine  
Commission altermondialisation et solidarité internationale de Québec solidaire, Canada  
Commission Haïtienne pour le Respect des Droits Humains (CHREDHU), Haïti  
Commission Épiscopale Nationale Justice et Paix (CE-JILAP), Haïti  
Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement – Terre Solidaire (CCFD-Terre Solidaire), France  
Comuna Caribe, Puerto Rico  
Comunidad Cristiana Vanguardia Obrera, Espagne  
Comunista de Catalunya, Espagne  
Confederación Intersindical Galega (CIG), de Galiza, Espagne  
Confédération des Syndicats Chrétiens (ACV-CSC), Belgique  
Confédération des Travailleurs et Travailleuses des Secteurs Public et Privé (CTSP), Haïti  
Confédération des Travailleurs Haïtiens (CTH), Haïti  
Congreso de los Pueblos - Capítulo Chile, Chili  
Conseil National des Comités Populaires (CNCP), Martinique  
Diaspora Africaine de Belgique (DAB), Belgique  
Diaspora Togolaise de Belgique (DTB), Belgique  
Diálogo 2000-Jubileo Sur, Argentine  
ECOSUR, Ecología, Cultura y Educación desde los Pueblos del Sur, Argentine  
Encuentro Belgian Latin America Network, Belgique  
Enfant Haïtien France Action (EHFA), France  
Entraide et Fraternité, Belgique  
Europe Écologie Les Verts, France  
Europe solidaire sans frontières (ESSF), France  
Fédération Nationale des Travailleurs en Education et en Culture (FENATEC), Haïti  
Fédération Nationale des Syndicats en Éducation (FENASE), Haïti  
Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) fédérale, Belgique  
Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) wallonne, Belgique  
Fédération des organisations paysannes pour l'intensification agricole et la promotion de l'agriculture familiale (FOP-SIPAF) du sud Kivu, République démocratique du Congo  
Fédération syndicale unitaire (FSU), France  
Federación Uruguaya de Cooperativas de Vivienda por Ayuda Mutua (FUCVAM), Uruguay

FIAN Belgium – Pour le droit à l'alimentation, Belgique  
Fondation Frantz Fanon, France  
Forum Nord Sud asbl, Belgique  
Frères des Hommes, Belgique  
France Amérique latine (FAL), France  
Frente Nacional de Luta Campo e Cidade (FNL), Brésil  
Fuerza de la Revolucionmanuelj (FR), République dominicaine  
Fundación Embajada de Derechos Humanos, Venezuela  
Fundación para la Promoción de los Derechos Humanos y Justicia de Paz, Équateur  
Fundación Vivian Trías. Uruguay  
Geomoun, Belgique  
Grandir en Haïti, France  
Groupe d'économie solidaire du Québec, Canada  
Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR), Haïti  
Grupo « Solidair met Guatemala », Belgique  
Grupo de apoyo a la solidaridad de Haití (Grash), Espagne  
Grupo de Trabajo CLACSO "Crisis, respuestas y alternativas en el Gran Caribe", Amérique latine  
Haiti Support Group, Grande-Bretagne  
Hoopvoorhaiti, Belgique  
IFSI-ISVI, Coopération syndicale internationale, Belgique  
Informationsstelle Lateinamerika (ILA), Allemagne  
Initiative Artisans, Haïti  
Initiative Patriote Marien (IPAM), Haïti  
Iraqi Social Forum, Iraq  
Institut de Technologie et d'Animation (ITECA), Haïti  
Ligue des droits de l'Homme (LDH)-France, France  
Lyon Haïti Partenariats, France  
Marcha Mundial de las Mujeres Macronorte, Pérou  
Medico international, Allemagne  
MISEREOR, Allemagne  
Mouvement Ouvrier Chrétien (MOC), Belgique  
Movimiento Rebelde, République dominicaine  
Movimiento de Integración y Emancipación de Derechos Humanos del Sur, Venezuela  
Nègès Mawon, Haïti  
Nou Pap Domi, Haïti  
Observatorio de la Riqueza Padre Arrupe, Argentine  
Ongd AFRICANDO, Espagne  
Organizaciones libres del pueblo-resistir y luchar, Argentine  
Osjosma vzw, Belgique  
Other News, Italie  
Parti de la Gauche Européenne, Europe  
Partido por la Victoria del Pueblo, Uruguay  
Partido Comunista Revolucionario del Uruguay, Uruguay  
Partido de la Refundación Comunista – Izquierda Europea, Italie  
Pazapas ASBL, Belgique  
Pèp Lib vzw, Belgique  
Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (PAPDA), Haïti  
Plateforme altermondialiste, Canada  
Plateforme Haïti.be, Belgique  
Plate-Forme Haïti de Suisse (PFHS), Suisse

Plateforme Nationale des Syndicats des Institutions Publiques (PLANSIP), Haïti  
Pour une Ecologie Populaire et Sociale (PEPS), France  
Rasanble pou'n Chanje Lavi'n (RaCh-Lavi'n), Haïti  
Red de Solidaridad con Chiapas de Buenos Aires, Argentine  
Regroupement des Haïtiens vivant à Montréal contre l'occupation d'Haïti (REHMONCO),  
Canada  
Relais France-Europe de la Fondation Max CADET d'Haïti, France  
Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH), Haïti  
Réseau Sud-Est de Défense des Droits Humains (RESEDH), Haïti  
School of the Americas Watch (SOAW), Amérique latine  
Secours Catholique - Caritas France, France  
Service Œcuménique d'Entraide, France  
Servicio Paz y Justicia – SERPAJ, Argentine  
Socialist Revolutionary Workers Party (SRWP), Afrique du Sud  
Solidarite Fanm Ayisyèn (SOFA), Haïti  
Solidaridad Dominicana con Haití, République dominicaine  
South African Federation of Trade Unions (SAFTU), Afrique du Sud  
Suteba de La Matanza, Argentine  
Tet Kole Ti Peyizan Ayisyen, Haïti  
Ti Gout Dlo en Haïti, Belgique  
Tysea - Hoop voor Haïti, Belgique  
Union de Vecinos, États-Unis  
Union juive française pour la paix (UJFP), France  
Union Nationale des Normaliens/nes et Educateurs/trices d'Haiti (UNNOEH), Haïti  
Vlaams Haïti Overleg, Belgique  
Vision pour une nouvelle société haïtienne (VINOUSH), France  
Women's All Points Bulletin, WAPB, États-Unis  
WSM - We social movements, Belgique